ML. - 1 - L.4412/1/V.

Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 7 août 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions de nomination aux grades de contrôleur, chef de bureau de direction et géomètre-expert principal de l'Administration du Cadastre", a donné le 12 août 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 7e Augustus 1954 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit"houdende vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de graden van controleur, directiebureauchef en hoofdlandmeter-expert van de Administratie van het Kadaster", heeft de 12e Augustus 1954 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet :

1° de réserver l'accès des grades de contrôleur et de chef de bureau de direction de l'Administration du cadastre aux titulaires du grade, récemment créé, de géomètre-expert principal à cette administration;

2° de réserver l'accès de ce nouveau grade aux titulaires des grades de géomètre-expert chef de groupe, géomètre-expert et géomètre-expert de complément de la même administration.

Etablissant, pour l'accès aux premiers grades de promotion de la première catégorie à l'Administration du cadastre, une barrière entre cette administration et les autres administrations ressortissant au Ministère des Finances, la première disposition du projet énonce une règle organique prise en application de l'article 4 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et, plus particulièrement, de l'article 21, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1939.

Etant donné que le grade nouveau de géomètre-expert principal devient le grade de début de la première catégorie à l'Administration du cadastre, la deuxième disposition du projet est plus lourde de conséquences : elle postule l'organisation de concours d'accession à la première catégorie réservés aux titulaires des trois grades de géomètre-expert du cadastre, à l'exclusion de tous autres agents de l'Etat et des diplômes étrangers aux administrations de l'Etat. Ce faisant, elle applique aussi l'article 4 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937,

.../...

mais en même temps elle déroge à l'article 16, alinéa 2, de cet arrêté. Pour cette dernière raison, elle doit être motivée, conformément au prescrit de l'article 116 du même arrêté.

+

+ +

La rédaction de l'article 2 du projet devrait traduire de manière plus claire l'intention du Gouvernement de réserver l'accession de la première catégorie à l'Administration du cadastre aux titulaires des trois grades de géomètre-expert de cette administration.

D'autre part, si,en fait,l'accession à la première catégorie dans l'Administration du cadastre se fera désormais et jusqu'à modification ultérieure de la hiérarchie, par le seul grade de géomètre-expert principal, il est inexact de se référer, pour autant , au "concours d'accession conduisant audit grade". Juridiquement, ce concours restera, comme par le passé, le concours d'accession à la première catégorie dans l'Administration du cadastre.

+

+ +

Si les géomètres-experts de complément n'ont pu se voir appliquer les dispositions transitoires de l'arrêté royal du 3 janvier 1940, parce que, par hypothèse ,

.../...

ils ne possédaient pas le diplôme requis, certains d'entre eux,en revanche, bénéficient de la dispense prévue à l'arrêté du Régent du 18 décembre 1945. L'article 3 du projet devrait donc les viser, pour ne pas courir les risques d'exclure, contre l'intention du Gouvernement,l'un ou l'autre qui serait encore revêtu du même grade aujourd'hui.

\+

\+ +

Les premiers géomètres-experts principaux seront nommés par application de l'arrêté dont projet. Régulièrement, ils ne pourraient être promus à l'un des grades immédiatement supérieurs qu'après deux ans dans leur grade (article 72 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937). Il est vraisemblable que des vacances plus rapprochées exigeront des dérogations à cette règle d'ancienneté. Il importe que le projet soit complété par un article nouveau, qui autorise explicitement ces dérogations. On peut raisonnablement soutenir que cette disposition nouvelle a été implicitement approuvée par le Conseil des ministres , puisqu'elle est imposée par l'économie du projet; mais, pour la bonne forme, elle devrait être motivée, conformément au prescrit de l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Le nouveau texte proposé ci-après tient compte de toutes ces observations et porte,en outre,quelques autres modifications de forme, qui ne nécessitent pas de commentaire.

.../...

ARRETE ROYAL FIXANT LES CONDITIONS DE NOMINATION AUX GRADES DE CONTROLEUR, DE CHEF DE BUREAU DE DIRECTION ET DE GEOMETRE-EXPERT PRINCIPAL DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 8 septembre 1930 qui porte l'organisation du Service du cadastre, et les arrêtés qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du secrétariat permanent de recrutement;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des fonctions d'agents de l'Etat en catégories, notamment l'annexe "Ministère des Finances", modifiée par l'arrêté royal du 2 juin 1954;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, notamment l'article 21;

.../...

Vu l'arrêté royal du 3 janvier 1940 portant les dispositions transitoires relatives au recrutement et à l'avancement, prises en exécution du statut des agents de l'Etat, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Régent du 18 décembre 1945 portant dispense de l'épreuve d'accession à la première catégorie;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1954 portant fixation du cadre organique du personnel du Ministère des Finances, modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1954;

Considérant ... (motivant l'article 2);

Considérant ... (motivant l'article 4);

Vu l'avis du sous-comité de consultation syndicale des services extérieurs de l'Administration du cadastre;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les grades de contrôleur et de chef de bureau de direction de l'Administration du cadastre sont exclusivement conférés par voie d'avancement de grade aux géomètres-experts principaux.

.../...

Article 2.-

Le grade de géomètre-expert principal de l'Administration du cadastre est conféré exclusivement aux géomètres-experts chefs de groupe , aux géomètres-experts et aux géomètres-experts de complément, qui se classent en ordre utile aux concours d'accession à la première catégorie dans l'Administration du cadastre.

Article 3.-

Pour les géomètres-experts chefs de groupe, les géomètres-experts et les géomètres-experts de complément qui bénéficient de l'arrêté du Régent du 18 décembre 1945 et pour ceux qui sont lauréats des épreuves organisées en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 3 janvier 1940, l'accession au grade de géomètre-expert principal se fait suivant les règles générales relatives à l'avancement de grade au sein de la deuxième catégorie.

Pour l'application de cette disposition, la possession du grade de géomètre-expert chef de groupe ne confère aucune priorité aux titulaires de ce grade.

Article 4.

Pendant un délai de deux ans prenant cours à la date de la nomination des premiers géomètres-experts principaux, il peut être dérogé à l'article 72 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 pour les promotions aux grades de contrôleur et de chef de bureau de direction de l'Administration du cadastre.

.../...

Article 5.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 6.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Doel van het ontwerp is :

1° de overgang naar de graad van controleur en van directie-bureauchef van de Administratie van het kadaster alleen mogelijk te maken voor hen die de onlangs ingestelde graad van hoofdlandmeter-expert bij deze administratie bezitten;

2° de overgang naar deze nieuwe graad alleen mogelijk te maken voor hen die de graad van landmeter-expert groepshoofd, van landmeter-expert of van aanvullend landmeter-expert bij deze administratie bezitten.

Wat betreft de overgang naar de eerste bevorderingsgraden in de Administratie van het kadaster, sluit de eerste bepaling van het ontwerp deze administratie dus af van de andere, onder het Ministerie van Financiën ressorterende besturen; dit is een organieke regel, uitgevaardigd bij toepassing van artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 en meer in het bijzonder van artikel 21, eerste lid, van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939.

Aangezien de nieuwe graad van hoofdlandmeter-expert de aanvangsgraad van de eerste categorie in de Administratie van het kadaster wordt, heeft de tweede bepaling van het ontwerp nog gewichtiger gevolgen : zij veronderstelt dat vergelijkende examens voor overgang naar de eerste categorie worden ingericht, waaraan alleen diegenen kunnen deelnemen die een van de drie graden van landmeter-expert van het kadaster bezitten, met uitsluiting van alle andere leden van het Rijkspersoneel en van de niet tot de Rijksbesturen behorende gediplomeerden. Daardoor maakt ook deze bepaling toepassing van artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 October 1937, maar wijkt zij terzelfdertijd af van artikel 16, tweede lid, van dit besluit. Om deze laatste reden moet zij, overeenkomstig het voorschrift van artikel 116 van hetzelfde besluit, worden gemotiveerd.

\+

\+ \+

De tekst van artikel 2 van het ontwerp zou duidelijker de bedoeling van de Regering moeten weergeven, die is de overgang naar de eerste categorie in de Administratie van het kadaster alleen mogelijk te maken voor hen die een der drie graden van landmeter-expert in deze administratie bezitten.

Indien voorts de overgang naar de eerste categorie in de Administratie van het kadaster van nu af en voorzover de hiërarchie naderhand geen wijzigingen ondergaat, feitelijk uitsluitend over de graad van hoofdlandmeter-expert zal plaats hebben, is het onjuist te verwijzen naar "het vergelijkend overgangsexamen leidend tot bewuste graad". Juridisch blijft dit examen, zoals in het verleden, het vergelijkend examen voor overgang naar de eerste categorie in de Administratie van het kadaster.

\+

\+ \+

Heeft men op de aanvullende landmeters-experten de overgangsbepalingen van het koninklijk besluit van 3 Januari 1940 niet kunnen toepassen, omdat deze ambtenaren, bij veronderstelling, niet in het bezit waren van het voorgeschreven diploma, sommigen onder hen daarentegen genieten de in het besluit van de Regent van 18 December 1945 bepaalde vrijstelling. Artikel 3 van het ontwerp zou hen dus moeten vernoemen, om niet het gevaar te lopen, dat de een of de andere, die thans nog de graad zou bezitten, tegen de bedoeling van de Regering in zou worden uitgesloten.

\+

\+ \+

.../...

De eerste hoofdlandmeters-experten zullen bij toepassing van het ontworpen besluit worden benoemd. Regelmatig zouden zij eerst na twee jaren in hun graad tot een der onmiddellijk hogere graden kunnen worden bevorderd (artikel 72 van het koninklijk besluit van 2 October 1937). Er is veel kans, dat voordien vacatures ontstaan die afwijkingen van deze ancienniteitsregel noodzakelijk zullen maken. Dergelijke afwijkingen zouden uitdrukkelijk moeten worden toegestaan, en daarvoor dient in het ontwerp een nieuw artikel te worden opgenomen. Rederlijkerwijze kan worden betoogd, dat zodanige nieuwe bepaling, als in de lijn van het ontwerp liggend, stilzwijgend door de Ministerraad is goedgekeurd. Voor de goede vorm zou zij dan toch, overeenkomstig het voorschrift van artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 October 1937, moeten worden gemotiveerd.

In de nieuwe tekst, die hier achter wordt voorgesteld, is met deze opmerkingen rekening gehouden en zijn ook enige vormwijzigingen aangebracht, waarbij geen commentaar nodig is.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE VASTSTELLING VAN DE VOORWAARDEN VAN BENOEMING TOT DE GRADEN VAN CONTROLEUR, DIRECTIEBUREAUCHEF EN HOOFDLANDMETER-EXPERT VAN DE ADMINISTRATIE VAN HET KADASTER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 September 1930 houdende inrichting van de Dienst van het kadaster, en op de besluiten die het hebben gewijzigd;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 Januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 omtrent de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel, namelijk op de bijlage "Ministerie van Financiën", gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 Juni 1954;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, namelijk op artikel 21;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 Januari 1940 houdende de overgangsbepalingen inzake aanwerving en bevordering, genomen ter uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel, namelijk op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Regent van 18 December 1945 houdende vrijstelling van het examen voor overgang naar de eerste categorie;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 Februari 1954 houdende vaststelling van het organiek kader van het personeel van het Ministerie van Financiën, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 Juni 1954;

Overwegende ... (motivering van artikel 2);

Overwegende ... (motivering van artikel 4);

.../...

Gelet op het advies van het subcomité voor syndicaal advies van de buitendiensten van de Administratie van het kadaster;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De graden van controleur en van directiebureauchef van de Administratie van het kadaster worden uitsluitend verleend, bij wijze van bevordering tot een hogere graad, aan hoofdlandmeters-experten.

Artikel 2.-

De graad van hoofdlandmeter-expert van de Administratie van het kadaster wordt uitsluitend verleend aan de landmeters-experten groepshoofden, landmeters-experten en aanvullende landmeters-experten die op het vergelijkend examen voor overgang naar de eerste categorie in de Administratie van het kadaster batig zijn gerangschikt.

Artikel 3.-

Voor de landmeters-experten groepshoofden, landmeters-experten en aanvullende landmeters-experten die het voordeel van het bepaalde in het besluit van de Regent van 18 December 1945 genieten en voor diegenen die laureaat zijn van de krachtens artikel 3 van het koninklijk besluit

.../...

van 3 Januari 1940 ingerichte examens, heeft de overgang naar de graad van hoofdlandmeter-expert plaats volgens de algemene regelen betreffende de bevordering tot een hogere graad in de tweede categorie.

Voor de toepassing van deze bepaling verleent het bezit van de graad van landmeter-expert groepshoofd generlei voorrang aan de beklederS van deze graad.

Artikel 4.

Gedurende een termijn van twee jaar, ingaande op de dag van de benoeming der eerste hoofdlandmeters-experten, mag voor de bevorderingen tot de graden van controleur en van directiebureauchef van de Administratie van het kadaster afgeweken worden van artikel 72 van het koninklijk besluit van 2 October 1937.

Artikel 5.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 6.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,

J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN,

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Financiën.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.